

No. 33914

**FRANCE
and
PANAMA**

Exchange of letters constituting an agreement on fiscal matters. Paris, 6 April 1995 and Panama, 17 July 1995

Authentic texts: French and Spanish.

Registered by France on 1 July 1997.

**FRANCE
et
PANAMA**

Échange de lettres constituant un accord fiscal. Paris, 6 avril 1995 et Panama, 17 juillet 1995

Textes authentiques : français et espagnol.

Enregistré par la France le 1^{er} juillet 1997.

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD¹ FISCAL ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU PANAMA

I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
LE MINISTRE

Paris, le 6 avril 1995

Monsieur le Ministre,

A la suite des entretiens qui se sont déroulés entre des représentants des administrations fiscales de nos deux pays, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de vous proposer les mesures suivantes qui constitueront un accord fiscal entre la France et le Panama :

"ARTICLE 1 IMPOTS VISES

1. Le présent Accord s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu total ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique l'Accord sont notamment :

a) En ce qui concerne la France :

i) l'impôt sur le revenu;

ii) l'impôt sur les sociétés,

(ci-après dénommés "impôt français") ;

¹ Entré en vigueur le 29 octobre 1996, conformément aux dispositions desdites lettres.

- b) En ce qui concerne le Panama :
 - i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ("impuesto sobre la renta de las personas naturales") ;
 - ii) l'impôt sur le revenu des personnes morales ("impuesto sobre la renta de las personas jurídicas"),(ci-après dénommés "impôt panaméen").

4. L'Accord s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de l'Accord et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE 2 DEFINITIONS GENERALES

1. Au sens du présent Accord, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

- a) Les expressions "Etat contractant" et "autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la France ou le Panama ;
- b) Le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française ;
- c) Le terme "Panama" désigne la République du Panama ;
- d) L'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- e) L'expression "autorité compétente" désigne :
 - i) Dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;
 - ii) Dans le cas du Panama, le ministre des finances et du trésor ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de l'Accord par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit fiscal de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique l'Accord.

ARTICLE 3 NAVIGATION AERIENNE

1. Les bénéfices -autres que les gains tirés de l'aliénation de biens- provenant de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, y compris les revenus d'activités accessoires à une telle exploitation, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux bénéfices provenant de la participation à un groupement (pool), à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation.

3. Les gains d'une entreprise provenant de l'aliénation d'aéronefs exploités par elle en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

ARTICLE 4 REMUNERATIONS ET PENSIONS PUBLIQUES

1. a) Les rémunérations et pensions payées à une personne physique par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit sur des fonds qu'ils ont constitués, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations et pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique qui les reçoit est imposable dans cet autre Etat sur l'ensemble de ses revenus en application de la législation interne de cet autre Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations et pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou par une de leurs personnes morales de droit public.

3. Nonobstant les dispositions du a) du paragraphe 1, les rémunérations et pensions qui ne sont imposables qu'au Panama conformément à ces dispositions sont néanmoins prises en compte pour le calcul de l'impôt français lorsque leur bénéficiaire est imposable en France sur l'ensemble de ses revenus en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt panaméen n'est pas déductible de ces revenus, mais le bénéficiaire a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus. L'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" désigne le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

ARTICLE 5 DISPOSITIONS DIVERSES

Il est entendu que ne s'appliquent pas en matière fiscale :

- a) Les dispositions de la convention d'établissement franco-panaméenne signée le 10 juillet 1953 ; ni
- b) Les dispositions de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama sur le traitement et la protection des investissements signé le 5 novembre 1982¹, et notamment les dispositions de l'article 4 dudit accord.

ARTICLE 6 PROCEDURE AMIABLE

1. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application du présent Accord.

2. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord amiable comme il est indiqué au paragraphe 1. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord amiable,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1429, p. 39.

ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

ARTICLE 7 ENTREE EN VIGUEUR

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur du présent Accord. Celui-ci entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications et s'appliquera aux revenus afférents, suivant les cas, aux années civiles ou périodes d'imposition commençant à la date d'entrée en vigueur de l'Accord ou après cette date.

2. Les dispositions de l'article 7 de la convention d'établissement franco-panaméenne signée le 10 juillet 1953 ainsi que les dispositions de l'échange de lettres du 10 janvier 1967 relatif à l'accord de coopération culturelle, technique et scientifique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama signé le 10 janvier 1967¹ cesseront de s'appliquer à compter de la date à laquelle les dispositions du présent Accord s'appliqueront pour la première fois.

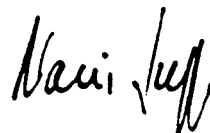
ARTICLE 8 DENONCIATION

Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, chacun des Etats contractants pourra le dénoncer en notifiant par écrit cette dénonciation à l'autre Etat contractant, par la voie diplomatique, au plus tard le 30 juin de toute année civile commençant après l'expiration d'une période de cinq ans décomptée à partir de la date de son entrée en vigueur. Dans ce cas, l'Accord ne s'appliquera plus aux revenus afférents, suivant les cas, aux années ou périodes d'imposition commençant le 1er janvier de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ou après cette date."

Je vous serais obligé de me faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément de votre Gouvernement. Dans ce cas, la présente lettre, ainsi que votre réponse, constitueront un Accord fiscal entre nos deux Gouvernements, Accord qui entrera en vigueur selon les dispositions prévues à l'article 7 de la présente lettre.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 760, p. 221.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.



ALAIN JUPPÉ

Son Excellence
Monsieur Gabriel Lewis Galindo
Ministre des Relations extérieures
Panama

II

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

REPÚBLICA DE PANAMÁ
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES
PANAMÁ

17 de julio de 1995

DT/282

Señor Ministro,

Tengo el honor de dirigirme a Vuestra Excelencia, en ocasión de avisar recibo de su atenta nota del 6 de abril de 1995, que dice lo siguiente:

"Señor Ministro:

Tengo el honor de proponer a Su Excelencia que la presente carta y su respuesta constituyan el acuerdo de nuestros dos Gobiernos sobre las siguientes disposiciones:

ARTICULO 1

Impuestos comprendidos

1. El presente Acuerdo se aplica a los impuestos sobre la renta percibidos por cuenta de un Estado Contratante o de sus entidades locales, cualquiera que sea el sistema de recaudación.
2. Se consideran impuestos sobre la renta los que gravan la totalidad de la renta o cualquier parte de la misma, incluidos los impuestos sobre las ganancias derivadas de la enajenación de los bienes.
3. Los impuestos actuales a los que se aplica este Acuerdo son en particular:

a) En el caso de Francia:

i) El impuesto sobre la renta ("L'impôt sur le revenu");

ii) El impuesto sobre las sociedades ("L'impôt sur les sociétés"),

(en adelante denominados "impuesto francés");

- b) En el caso de Panamá:
 - i) El impuesto sobre la renta de las personas naturales;
 - ii) El impuesto sobre la renta de las personas jurídicas,(en adelante denominados "impuesto panameño").

4. El Acuerdo se aplica igualmente a los impuestos de naturaleza idéntica o análoga que se establezcan con posterioridad a la fecha de la firma del mismo y que se añadan a los actuales o les sustituyan. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes se comunicarán mutuamente las modificaciones importantes que se hayan introducido en sus respectivas legislaciones fiscales.

ARTICULO 2 Definiciones Generales

1. A los efectos del presente Acuerdo, a menos que de su contexto no se infiera una interpretación diferente:

- a) Las expresiones "Estado Contratante" y "otro Estado Contratante" significan, según el caso Francia o Panamá;
- b) El término "Francia" significa los departamentos europeos y de ultramar de la República Francesa;
- c) El término "Panamá" designa la República de Panamá;
- d) La expresión "tráfico internacional" significa todo transporte efectuado por aeronave explotada por una empresa cuya sede de dirección efectiva esté situada en un Estado Contratante, salvo cuando la aeronave no sea objeto de explotación más que entre dos puntos situados en el otro Estado Contratante;
- e) La expresión "autoridad competente" significa:
 - i) En el caso de Francia, el Ministro Encargado del Presupuesto o su representante autorizado;
 - ii) En el caso de Panamá, el Ministro de Hacienda y Tesoro o su representante autorizado.

2. Para la aplicación del Acuerdo por un Estado Contratante, cualquier término o expresión no definido en el mismo tendrá el significado que se le atribuye por la legislación fiscal de este Estado Contratante relativa a los impuestos que son objeto del Acuerdo.

ARTICULO 3
Navegación Aérea

1. Los beneficios -excepto las ganancias derivadas de la enajenación de bienes- procedentes de la explotación de aeronaves en tráfico internacional, incluidas las rentas derivadas de actividades accesorias a tal explotación, sólo pueden someterse a imposición en el Estado Contratante en el que esté situada la sede de dirección efectiva de la empresa.

2. Las disposiciones del párrafo 1 se aplican también a los beneficios procedentes de la participación en un grupo, en una explotación en común o en un organismo internacional de explotación.

3. Las ganancias de una empresa procedentes de la enajenación de aeronaves explotadas por ella en tráfico internacional o de bienes muebles afectos a la explotación de estas aeronaves sólo pueden someterse a imposición en el Estado Contratante donde esté situada la sede de dirección efectiva de la empresa.

ARTICULO 4
Remuneraciones y pensiones públicas

1. a) Las remuneraciones y pensiones pagadas a una persona natural por un Estado Contratante o una de sus entidades locales o por una de sus personas jurídicas de derecho público, directamente o con cargo a fondos constituidos por ellos, sólo pueden someterse a imposición en este Estado.

b) Sin embargo, estas remuneraciones y pensiones sólo pueden someterse a imposición en el otro Estado Contratante si la persona natural que las recibe es imponible en este otro Estado sobre el conjunto de sus ingresos en aplicación de la legislación interna de este otro Estado y posee la nacionalidad del mismo sin poseer en el mismo tiempo la nacionalidad del primer Estado.

2. Las disposiciones del párrafo 1 no se aplican a las remuneraciones y pensiones pagadas por razón de servicios prestados dentro del marco de una actividad industrial o comercial realizada por un Estado Contratante o una de sus entidades locales o por una de sus personas jurídicas de derecho público.

3. No obstante las disposiciones del inciso a) del párrafo 1, las remuneraciones y pensiones que sólo sean sujetas a imposición en Panamá en aplicación de estas disposiciones serán sin embargo tomadas en cuenta para el cálculo del impuesto francés cuando el beneficiario es imponible en

Francia sobre el conjunto de sus ingresos en aplicación de la legislación interna francesa. En este caso, el impuesto panameño no es deducible de estas rentas pero el beneficiario tendrá derecho a un crédito de impuesto imputable sobre el impuesto francés. Este crédito de impuesto es igual al monto del impuesto francés correspondiente a estas rentas. La expresión "monto del impuesto francés correspondiente a estas rentas" significa el producto del monto de las rentas netas consideradas por la tasa derivada de la razón entre el impuesto efectivamente debido por razón de la renta neta total imponible en virtud de la legislación francesa y el monto de esta renta neta total.

ARTICULO 5 Disposiciones diversas

Se entiende que no se aplican en materia fiscal:

a) Las disposiciones del Convenio de Amistad Franco-Panameño firmado el 10 de julio de 1953; ni

b) Las disposiciones del Acuerdo entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Panamá sobre el Trato y la Protección de las Inversiones firmado el 5 de noviembre de 1982, y en particular las disposiciones del artículo 4 de dicho Acuerdo.

ARTICULO 6 Procedimiento amistoso

1. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes harán lo posible para resolver las dificultades o disipar las dudas que plantee la interpretación o aplicación del presente Acuerdo mediante un acuerdo amistoso.

2. Las autoridades competentes de los Estados Contratantes pueden comunicarse directamente entre sí a fin de llegar a un acuerdo según se indica en el párrafo 1. Cuando se considere que este acuerdo puede facilitarse mediante contactos personales, el intercambio de puntos de vista puede tener lugar en el seno de una comisión compuesta por representantes de las autoridades competentes de los Estados Contratantes.

ARTICULO 7 Entrada en vigor

1. Cada uno de los Estados Contratantes notificará al otro el cumplimiento de los procedimientos exigidos en lo que le

concierno para la puesta en vigor del presente Acuerdo. Este Acuerdo entrará en vigor en la fecha de recepción de la última notificación y se aplicará a las rentas inherentes, según el caso, a los años civiles o períodos de imposición empezados en la fecha de entrada en vigor del Acuerdo o después de esta fecha.

2. Las disposiciones del Artículo 7 del Convenio de Amistad Franco-Panameño firmado el 10 de julio de 1953 así como las disposiciones del intercambio de Cartas del 10 de enero de 1967 relativo al Acuerdo de Cooperación Cultural, Técnica y Científica entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Panamá, firmado el 10 de enero de 1967, dejarán de aplicarse a partir de la fecha en la cual las disposiciones del presente Acuerdo se aplicarán por primera vez.

ARTICULO 8 Denuncia

El presente Acuerdo permanecerá en vigor sin límite de tiempo. Sin embargo, cada uno de los Estados Contratantes podrá denunciar el Acuerdo mediante notificación por escrito, por vía diplomática, a más tardar el 30 de junio de cada año civil empezando después de la expiración de un período de cinco años descontado a partir de la fecha de su entrada en vigor. En este caso, el Acuerdo no se aplicará más a las rentas inherentes, según el caso, a los años civiles o períodos de imposición empezados el 1 de enero del año civil siguiente aquel en que fue notificada la denuncia o después de esta fecha.

Me valgo de la oportunidad para reiterar a Su Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración."

Sobre el particular, tengo el honor de confirmar a Vuestra Excelencia que la propuesta anterior es aceptable al Gobierno de la República de Panamá, por lo que la nota de Vuestra Excelencia y la presente constituyen un Acuerdo entre nuestros dos Gobiernos.

Aprovecho la oportunidad para renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.



GABRIEL LEWIS GALINDO
Ministro de Relaciones Exteriores

Su Excelencia
Alain Juppé
Ministro de Asuntos Externos
París, Francia

[TRADUCTION — TRANSLATION]

RÉPUBLIQUE DE PANAMA
MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
PANAMA

17 juillet 1995

DT/282

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 6 avril 1995, dont la teneur est comme suit :

[*Voir lettre I*]

En réponse, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que la proposition qui précède rencontre l'agrément du Gouvernement de la République de Panama, et que votre note et la présente constituent un Accord entre nos deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

GABRIEL LEWIS GALINDO
Ministre des relations extérieures

Son Excellence
Alain Juppé
Ministre des affaires étrangères
Paris, France

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA ON FISCAL MATTERS

I

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
FRENCH REPUBLIC
THE MINISTER

Paris, 6 April 1995

Sir,

Following the discussions held between the representatives of the tax authorities of our two countries, I have the honour, on instructions from my Government, to propose the following measures which shall constitute a tax Agreement between France and Panama:

“Article 1

TAXES COVERED

1. This Agreement shall apply to taxes on income imposed on behalf of a Contracting State or its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. All taxes imposed on total income or on elements of income, including taxes on gains from the alienation of property, shall be regarded as taxes on income.

3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are, in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax;
 - (ii) The corporation tax;
- (hereinafter referred to as “French tax”);

(b) In the case of Panama:

- (i) The income tax on individuals (“impuesto sobre la venta de las personas naturales”);
 - (ii) The corporation tax (“impuesto sobre la venta de las personas juridicas”);
- (hereinafter referred to as “Panamanian tax”).

¹ Came into force on 29 October 1996, in accordance with the provisions of the said letters.

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any substantive changes made in their respective taxation laws.

Article 2

GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:

(a) The terms “Contracting State” and “other Contracting State” mean France or Panama, as the context requires;

(b) The term “France” means the European and overseas departments of the French Republic;

(c) The term “Panama” means the Republic of Panama;

(d) The term “international traffic” means any transport by an aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in a Contracting State, except when the aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(e) The term “competent authority” means:

- (i) In the case of France, the Minister of the Budget or his authorized representative;
- (ii) In the case of Panama, the Minister of Finance and the Treasury or his authorized representative.

2. As regards the application of the Agreement by a Contracting State, any term or expression not defined therein shall have the meaning that it has under the taxation law of that State concerning the taxes to which the Agreement applies.

Article 3

AIR TRANSPORT

1. Profits — other than gains from the alienation of property — from the operation of aircraft in international traffic, including revenue from activities pertaining to such operation, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

3. The gains derived by an enterprise from the alienation of aircraft operated by that enterprise in international traffic or of movable property pertaining to the operation of such aircraft shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 4

REMUNERATION AND PENSIONS IN RESPECT OF GOVERNMENT SERVICE

1. (a) Remuneration and pensions paid to an individual by a Contracting State or one of its local authorities or public corporations, either directly or out of funds created by them, shall be taxable only in that State.

(b) However, such remuneration and pensions shall be taxable only in the other Contracting State if the individual receiving them is liable to tax in that other State on his total income pursuant to the domestic legislation of that other State and is a national of that State and is not also a national of the first State.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to remuneration and pensions paid in respect of services rendered in connection with a business or industrial activity carried on by a Contracting State or one of its local authorities or public corporations.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 (a), remuneration and pensions taxable only in Panama in accordance with those provisions shall nevertheless be taken into account for the calculation of French tax when the beneficiary is liable to tax in France on his total income pursuant to French domestic legislation. In such a case, the Panamanian tax shall not be deductible from that income, but the beneficiary shall be entitled to a tax credit to be deductible from the French tax. The tax credit shall be equal to the amount of the French tax payable on that income. The term "amount of French tax payable on that income" means the product obtained by multiplying the amount of net income in question by a rate equivalent to the ratio between the tax actually payable on the total net income taxable under French legislation and the amount of that total net income.

Article 5

MISCELLANEOUS PROVISIONS

It is understood that the following shall not apply to taxation matters:

(a) The provisions of the Franco-Panamanian Establishment Agreement signed on 10 July 1953; and

(b) The provisions of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Panama concerning the treatment and protection of investments signed on 5 November 1982¹ and in particular the provisions of article 4 of that Agreement.

Article 6

MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of this Agreement.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1429, p. 39.

2. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraph. When it seems advisable, in order to reach agreement, to have an oral exchange of views, such exchanges may take place through a commission consisting of representatives of the competent authorities of the Contracting States.

Article 7

ENTRY INTO FORCE

1. Each Contracting State shall notify the other that the procedures required by its legislation for the entry into force of this Agreement have been complied with. This Agreement shall enter into force on the date of receipt of the last notification and shall apply to income corresponding to either the calendar year or the taxation period beginning on the date of entry into force of the Agreement or following that date.

2. The provisions of article 7 of the Franco-Panamanian Establishment Agreement signed on 10 July 1953 and the provisions contained in the exchange of letters of 10 January 1967¹ relating to the Agreement on Cultural, Technical and Scientific Cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Panama signed on 10 January 1967 shall cease to apply on the date when the provisions of this Agreement are applied for the first time.

Article 8

TERMINATION

This Agreement shall remain in force indefinitely. However, either Contracting State may terminate it by giving written notice of that termination to the other Contracting State, through the diplomatic channel, at the latest by 30 June of any calendar year following a period of five years as from the date on which the Agreement enters into force. In that case, the Agreement shall cease to have effect in relation to the income corresponding to the calendar years or taxation periods beginning on 1 January of the calendar year following the year during which notification of termination was given or after that date.”

I would ask you to indicate whether your Government agrees to the foregoing proposals. If that is the case, this letter and your reply shall constitute a tax agreement between our two Governments which shall enter into force in accordance with the provisions of article 7 of this letter.

Accept, Sir, etc.

ALAIN JUPPÉ

His Excellency
Mr. Gabriel Lewis Galindo
Minister for Foreign Affairs
Panama

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 760, p. 221.

II

REPUBLIC OF PANAMA
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
PANAMA

17 July 1995

DT/282

Sir,

I have the honour to reply to your letter of 6 April 1995, which reads as follows:

[See letter I]

I have the honour to inform you that the Government of the Republic of Panama agrees to the foregoing proposals, and that your letter and this reply therefore constitute an Agreement between our two Governments.

Accept, Sir, etc.

GABRIEL LEWIS GALINDO
Minister for Foreign Affairs

His Excellency
Mr. Alain Juppé
Minister for Foreign Affairs
Paris, France
